

Communication : Indemnisation d'une perte de chance – quel rôle pour le juge ?

27/06/2025



Assemblée plénière - Pourvois n°22-21.812 et 22-21.146

Lorsque le juge constate qu'une faute a privé la victime d'une chance d'empêcher que son dommage se réalise, il doit condamner le responsable à réparer ce préjudice. Il ne peut refuser cette indemnisation au motif que la victime demandait la réparation de son dommage et non de la perte de chance de l'éviter.

Avertissement : Le communiqué n'a pas vocation à exposer dans son intégralité la teneur des arrêts rendus. Il tend à présenter de façon synthétique leurs apports juridiques principaux.

Les faits et les procédures

Affaire n°1

Une société a licencié l'un de ses salariés.

Elle a été condamnée à lui verser une indemnité, pour compenser la clause de non-concurrence à laquelle il restait soumis.

La société estime que son avocat aurait dû lui indiquer que, si elle avait libéré le salarié de cette clause de non-concurrence, elle n'aurait pas eu à l'indemniser.

La société a assigné son avocat en responsabilité et a demandé sa condamnation au paiement d'une somme équivalente au montant de l'indemnité.

Le juge a considéré que l'avocat avait manqué à son obligation d'information et de conseil.

Mais il a constaté que, même si la société avait été correctement informée, il n'est pas certain qu'elle aurait renoncé à cette clause de non-concurrence : la faute de l'avocat a seulement fait perdre à la société une chance de ne pas avoir à verser une indemnité au salarié.

Le juge a donc rejeté la demande de la société.

La société a formé un pourvoi en cassation.

Affaire n°2

Une société a acheté un immeuble afin de créer des bureaux destinés à la location.

Or, elle n'a pas pu réaliser cet aménagement. En effet, avant cette vente, la personne qui lui a cédé l'immeuble n'a pas obtenu l'autorisation administrative que réclame ce type de projet.

La société estime que le notaire qui a rédigé l'acte de vente aurait dû vérifier que ce projet d'aménagement en bureaux était réalisable et, ainsi, la mettre en garde.

La société a assigné le notaire en responsabilité : elle a demandé à ce qu'il répare la totalité de son préjudice financier et de sa perte d'exploitation.

Le juge a considéré que le notaire avait manqué à ses obligations professionnelles.

Mais il a constaté que la faute du notaire avait seulement privé la société de la possibilité de renoncer à la vente ou d'acheter à des conditions financières différentes.

Le juge a donc rejeté la demande de la société.

La société a formé un pourvoi en cassation

La question posée à la Cour de cassation

Lorsqu'une personne demande uniquement que son dommage soit réparé dans sa totalité, le juge doit-il refuser toute indemnisation si la faute constatée n'a causé qu'une perte de chance ?

La décision de la Cour de cassation

La perte de chance peut être indemnisée par le juge même si la demande initiale qui lui était soumise visait uniquement la réparation intégrale du dommage.

Repères : Le rôle des parties et du juge lors du procès civil

Lors du procès civil, les parties délimitent l'objet du litige qu'elles souhaitent soumettre au juge : elles lui présentent les faits et lui soumettent leurs demandes.

Le juge n'est autorisé à se prononcer que sur ce qui lui est demandé.

Lorsque la faute dénoncée par la victime n'explique pas à elle seule la survenue du dommage, le juge peut chercher à déterminer dans quelle mesure cette faute a tout de même réduit les chances de la victime d'échapper à ce dommage.

Ce faisant, le juge ne déborde pas le cadre du litige tel qu'il revient aux parties de l'établir : en effet, la « *perte de chance* » est mesurée à l'aune de « *l'entier dommage* », objet de la demande initiale.

Le juge devra toutefois inviter les parties à présenter leurs observations sur cette perte de chance.

Si le juge constate l'existence d'une perte de chance, il ne pourra refuser sa réparation au motif que la victime n'en a pas fait la demande.

La Cour de cassation casse les arrêts attaqués.

Les deux affaires seront examinées à nouveau.

Lire les décisions

AFFAIRE N°1 >

AFFAIRE N°2 >

Contact presse

Guillaume Fradin, directeur de la communication

06.61.62.51.11

scom.courdecassation@justice.fr

Communiqués Procédure civile Responsabilité civile

responsabilité civile procédure civile procédure civile